

Burundi : lettre ouverte de 43 ONG au Conseil des droits de l'homme de l'ONU

RFI, 19/08/2021 Une large coalition d'ONG signent une lettre conjointe au Conseil des droits de l'homme des Nations unies pour demander la poursuite du mandat de la Commission d'enquête sur le Burundi mise en place en 2017. En septembre prochain, le Conseil des droits de l'homme doit se réunir Genève pour décider de l'avenir de cette commission, « le seul mécanisme indépendant qui documente les violations et atteintes aux droits humains au Burundi », selon ces ONG qui craignent donc la fin de cette commission.

« Il semble qu'il y aurait certains États qui ne seraient pas tellement enthousiastes pour renouveler le mandat de la commission d'enquête », explique Carina Tersakian de l'Initiative pour les droits humains au Burundi, l'une des ONG signataires. Ils cherchent à renouer des relations diplomatiques avec le gouvernement burundais, et donc craignent peut-être que le renouvellement de cette commission pourrait nuire à ces relations diplomatiques, parce que le gouvernement burundais s'oppose totalement à cette commission d'enquête, et d'ailleurs, a refusé de coopérer avec la commission depuis sa création. « Retour en arrière » Pour Carina Tersakian, les quelques progrès constatés derniers mois ne doivent pas être l'arbre qui cache la forêt. « Il y a eu certaines évolutions positives depuis les élections de 2020, précise-t-elle. Mais il y a eu également des évolutions négatives, nous avons vu : une augmentation des arrestations arbitraires, une augmentation aussi des cas de torture et de disparitions forcées, et cette situation est très inquiétante, car elle semble signifier justement un retour en arrière. À notre avis, il doit y avoir un mécanisme efficace qui reste en place, que ce soit la commission d'enquête ou un autre mécanisme équivalent. » Lire l'intégralité de la Lettre

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});